



COMMUNIQUE COMMUN

UD CGT, CGT-FO, SOLIDAIRES et FSU de Loire-Atlantique

Il ne se passe plus une seule semaine maintenant sans que le gouvernement n'annonce, le plus souvent à la demande du MEDEF, de nouvelles agressions contre les salariés, retraités, chômeurs et jeunes.

Le gouvernement met en avant le « déficit » qui s'aggrave, pour justifier les coupes importantes dans toutes les administrations, les services publics, la sécurité sociale et les collectivités territoriales. Aujourd'hui c'est notre régime paritaire d'assurance chômage qui est sur la sellette.

Dans les faits, les 50 milliards d'€ d'économies prévus sur 3 ans (21 milliards dès 2015) vont permettre de financer, dans le cadre du « pacte de responsabilité », les 40 milliards d'exonérations diverses au profit du patronat, à commencer par le Crédit Impôt Compétitivité Emploi (CICE). Loin de créer des emplois, le CICE permet aujourd'hui de grossir les bénéficiaires d'entreprises qui en ont déjà beaucoup et d'améliorer le niveau des dividendes versés aux actionnaires. Dans le même temps, et au nom de « la concurrence libre et non faussée » rien n'est fait pour sauver les emplois des entreprises comme les ABRF ou la SEITA.

Cette politique économique du gouvernement voulue par la commission européenne, et décidée avec l'accord de la France, conduit à la paupérisation de nombre de salariés, retraités et jeunes et fragilise notre système de protection sociale et le service public républicain. Elle répond aussi aux injonctions du Fonds Monétaire International qui vont dans le même sens et encouragent le dumping social.

Les UD CGT, Cgt-FO, Solidaires et FSU de Loire-Atlantique considèrent au contraire que la croissance économique passe par la satisfaction de revendications urgentes, en particulier :

- L'augmentation des salaires (bloqués dans de nombreux secteurs, dont la Fonction Publique, depuis juillet 2010 et annoncées maintenues au moins jusqu'en 2017 !) qui génère plus de consommation donc plus d'emplois, plus de recettes pour la sécurité sociale et plus de rentrées fiscales pour financer les services publics,
- L'arrêt des licenciements, délocalisations et fermetures d'usine, la préservation des emplois industriels et publics,
- Le retour à la retraite à 60 ans à taux plein et l'abrogation des régressions opérées depuis 1993, pour favoriser entre autres l'embauche en CDI des jeunes, dont 25% sont au chômage,
- L'arrêt de tous les accords dits de compétitivité qui détériorent les conditions de travail des salariés et amputent leur pouvoir d'achat.

Les UD CGT, CGT-FO, Solidaires et FSU de Loire-Atlantique condamnent le pacte de responsabilité et en demandent le retrait. Elles condamnent les déclarations d'allégeance au capital financier de Manuels Valls et tous les propos menaçants et méprisants à l'encontre de ceux qui cherchent à défendre leurs acquis, emplois, salaires et conditions de travail.

Elles se félicitent de la décision prise par leurs confédérations ou fédérations de quitter la conférence sociale au mois de juillet dernier. Le but d'une organisation syndicale est de défendre les intérêts des salariés et non de mettre en œuvre la politique de récession du gouvernement.

Les UD CGT, CGT-FO, Solidaires et FSU de Loire-Atlantique soutiennent les nombreuses actions revendicatives et grèves en cours dans le département (SEITA à Carquefou, C3 Consultants à Saint-Herblain, CHS à Blain, CCAS à Nantes, GC Logistique à la Boissière-du-Doré, Sofreba à Saint-Nazaire, Lycée de châteaubriant, etc...). Elles considèrent plus globalement que pour contrer le pacte de responsabilité et l'offensive généralisée qui touchent les salariés du privé comme du public, les chômeurs comme les jeunes et les retraités, il est temps d'y opposer une riposte d'ampleur qui suppose de construire, **sous différentes formes possibles, en se donnant comme perspective la réussite d'une grande manifestation à caractère national**, les conditions de la grève interprofessionnelle.

Nantes, le 17 octobre 2014